

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 16 juin 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE

Déchèterie de Bouillargues
30230 Bouillargues

Références : 2025-06-
Code AIOT : 0006601656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE implanté Déchèterie de Bouillargues Lieu-dit Pissevin-Est - rte de Manduel 30230 Bouillargues.

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'une action régionale coup de poing sur le risque incendie dans les installations de tri, transit, regroupement et collecte de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE AGGLOMERATION NIMES METROPOLE
- Déchèterie de Bouillargues Lieu-dit Pissevin-Est - rte de Manduel 30230 Bouillargues
- Code AIOT : 0006601656 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'arrêté préfectoral d'autorisation n°98.225N du 29 décembre 1998 a autorisé le SIVU des GRIMAUDES à créer et exploiter une déchetterie intercommunale sur les parcelles n°s 102 et 119 section ZE, sur le territoire de la commune de Bouillargues, lieu-dit « Pissevin-Est », au titre de la rubrique 2710-1 de la nomenclature des ICPE, complété par l'arrêté préfectoral n°10.031N en date du 28 mai 2010.

La déchetterie de Bouillargues, dite "déchetterie des Grimaudes" a été construite en 1999. Elle collecte les déchets des particuliers et des professionnels et effectue des opérations de broyage des déchets verts collectés.

Un récépissé de changement d'exploitant a été délivré à la Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole suite à sa reprise de l'exploitation du site en 2011, ainsi qu'un récépissé de déclaration d'antériorité le 7 août 2013 sous la référence N°13.154N, pour les rubriques 2710-1a, 2710-2a et 2791-1, sous le régime de l'autorisation, suite à l'évolution de la nomenclature des ICPE.

La reconstruction et la mise aux normes du site par la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole ont été autorisés par l'arrêté préfectoral n°18.039N du 26 mars 2018, qui a été modifié par l'arrêté préfectoral n°18.125N du 12 septembre 2018.

L'installation est située au Nord Est de la commune de Bouillargues (30230), au lieu-dit « Pissevin-Est » sur la route de Manduel (D346) à environ 2km du centre-ville de Bouillargues.

Elle comprend une plateforme supérieure accueillant 13 quais de déchargement dans des bennes de 15 à 30 m³, pour la collecte de déchets non dangereux de métaux, bois, cartons, mobilier, incinérables et non incinérables, plâtre, et une plateforme inférieure accueillant une aire de dépôt et de broyage de déchets verts, une zone de dépôt de gravats de plain pied et la zone de service où sont entreposées les bennes. Des bennes polyvalentes sont également prévues au niveau des quais pour le dépôt de déchets verts lors des opérations de broyage interdisant l'accès des usagers à la plateforme des déchets verts.

Elle comprend également des locaux pour entreposer les déchets dangereux spécifiques (DDS), les déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE), les extincteurs usagés, le réemploi, les flux spécifiques (huiles minérales et végétales, ampoules et néons, piles, batteries et accumulateurs, cartouches d'encre), un auvent fermé pour les déchets d'amiante liée, un container pour les pneumatiques ainsi que des conteneurs spécifiques pour les papiers, textiles, verre (PAV).

Enfin, le site comprend un bassin d'orage d'un volume total utile de 600 m³, dans lequel a été aménagé un bassin étanché par géomembrane (volume mort) de 120 m³, séparé du bassin d'infiltration de 480 m³ par une vanne-martellière.

Thèmes de l'inspection : AR - 7 | Risque incendie, Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
2	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
3	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.1.1.	Demande d'action corrective	1 Mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.4.	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.3.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	Confinement interne	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.4.1.V	Demande d'action corrective	0 Jours
10	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.2.	Demande d'action corrective	1 Mois

11	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.4.	Demande d'action corrective	1 Mois
12	Détection et extinction automatique	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
13	Information et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
14	Réception des déchets non dangereux	Autre du 12/09/2018, article 3.2.2.2.	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 3.1.1.	
5	Caractéristiques géométriques des stockages	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.2.	
6	Accessibilité au site et circulation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.3.1.	
15	Réception des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 3.2.2.1.	
16	Stockage des DEEE	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1	


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'occasion de cette inspection inopinée thématique, l'inspection a relevé plusieurs non-conformités, dont notamment l'absence de plan de défense incendie et de réalisation d'exercices de défense contre l'incendie, dispositions applicables à ces installations depuis juillet 2024, ainsi que des extincteurs manquants.


2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum:</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté l'absence de plan de défense contre l'incendie sur le site.</p> <p>Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalisera un plan de défense contre l'incendie pour sa déchetterie de Bouillargues comprenant l'ensemble des éléments requis, sous un délai de 3 mois. Il en tiendra un exemplaire à disposition à l'entrée du site, et en transmettra une copie à l'Inspection et aux services d'incendie et de secours dans le mois suivant sa réalisation.</p> <p>Il veillera à le mettre à jour à chaque évolution et s'assurera que les services d'incendie et de secours disposent de la dernière version actualisée.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 2 : Exercice de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé ni programmé sur le site.</p> <p>Le gardien a déclaré qu'il a été formé à la mise en œuvre des moyens d'extinction mais n'a pas été en mesure de le justifier par une attestation de formation.</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra d'organiser un exercice de défense contre l'incendie sur la base du mode opératoire de première intervention défini dans le plan de défense incendie, sous un délai de 3 mois.</p> <p>Cet exercice fera l'objet d'un compte-rendu à transmettre à l'inspection des installations classées et aux services de secours dans le mois suivant sa réalisation.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 3 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Il est constaté la présence d'un plan général des différents stockages affiché à l'entrée de la déchetterie, ainsi qu'un plan d'intervention, mais aucun de ces plans ne localise les zones à risques d'incendie, d'atmosphères explosives ou d'émanations toxiques. Un panneau signalant "danger" est affiché sur les portes des locaux de stockage des déchets dangereux (flux spécifiques, DDS, amiante, huile de vidange), mais sans préciser la nature du risque. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 9.1.1. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant localisera les zones à risques sur le plan général des stockages affiché à l'entrée de la déchetterie, en précisant la nature de ce risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques), ainsi que sur le plan d'intervention du site, et affichera la nature du risque en limite de ces zones (locaux de stockage des déchets dangereux, mais aussi devant les bennes de déchets combustibles), sous 1 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositions au contrôle d'accès
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de l'installation. Une clôture d'une hauteur au moins égale à 2 mètres de hauteur est présente en périphérie du site.
Constats : Il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none">- en dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs par des portails fermés et le site dispose d'un dispositif de vidéosurveillance avec intervention humaine en cas d'intrusion;- pendant les horaires d'ouverture, une barrière avec badge permet de contrôler l'accès des usagers;- les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement sur un panneau à l'entrée de la déchetterie;- une clôture d'une hauteur au moins égale à 2 mètres de hauteur est présente en périphérie du site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Caractéristiques géométriques des stockages


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Un mur en béton REI120 d'une hauteur de 3,2 mètres est réalisé en bordures Sud, Est et Ouest du stockage des déchets verts, l'isolant de la voie de circulation externe au site et des voies de circulation internes au site. Les stockages de déchets verts et le mur d'isolation doivent être disposés conformément au plan présenté ci-dessous.
Constats : Il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none">- un mur constitué de panneaux en béton d'une hauteur de 3,2 mètres est présent en bordures Sud, Est et Ouest du stockage des déchets verts, l'isolant de la voie de circulation externe au site et des voies de circulation internes au site;- les stockages de déchets verts et le mur d'isolation sont disposés conformément au plan présenté dans l'arrêté préfectoral.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Accessibilité au site et circulation


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens d'accès et de circulation
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Il a été constaté les faits suivants: <ul style="list-style-type: none">- l'installation dispose en permanence de 5 accès sur la voie publique pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours (3 portails pour l'entrée et la sortie des usagers et 2 portails réservés au service);- un plan de circulation est affiché à l'entrée du site;- aucun véhicule d'exploitation ne gênait l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation lors de la visite.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- de deux poteaux incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement du bassin de stockage (120m³) ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (en particulier à proximité du local de stockage des déchets dangereux), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté les faits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- selon le registre de sécurité consulté et le plan d'évacuation, le site dispose de 11 extincteurs à l'intérieur des locaux et de 2 extincteurs sur roues disposés à l'extérieur, et ils ont été vérifiés en février 2025; toutefois, il manquait un extincteur à poudre dans le bureau d'accueil et l'extincteur prévu dans le local d'entreposage des DEEE, ainsi qu'un extincteur à roues car il a été utilisé il y a 2 mois et n'a pas été remplacé depuis, et le dernier rapport de vérification des extincteurs n'était pas présent sur le site;- les plans des installations affichés ne comportent pas de description des dangers pour chaque local;- présence de 2 poteaux d'incendie disposés à l'intérieur du site, de part et d'autre de la plateforme des déchets verts; selon le registre de sécurité consulté, ils ont été vérifiés par la société spécialisée EuroFeu Sécurité Incendie le 13/09/2024; toutefois il n'a pas été présenté de justificatif de la disponibilité effective des débits d'eau délivrés par ces 2 poteaux d'incendie. De plus, le poteau situé à l'Est est en partie dissimulé par les hautes herbes, rendant son repérage difficile depuis l'intérieur du site par les services d'incendie et de secours. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 9.2.4. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remplacer les extincteurs manquants, transmettre les rapports de vérification des extincteurs et des débits des poteaux d'incendie, et procéder au débroussaillage du site, sous 1 mois.</p>

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.3.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
Constats : Selon le registre de sécurité consulté, les installations électriques ont été vérifiées le 23/01/2025 par la société spécialisée ITCE. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport d'intervention correspondant, justifiant la conformité des installations électriques. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9.3.2. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection le rapport de vérification des installations électriques sous 1 mois, ainsi que, le cas échéant, le rapport de levée des éventuelles observations au cours du mois suivant.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 9 : Confinement interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.4.1.V
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...] En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est de 120 m ³ . Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Il est constaté la présence d'un bassin de confinement interne dans lequel se rejettent les eaux collectées sur l'ensemble du site après traitement par un débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin étanché par géomembrane se rejette dans un bassin d'infiltration par une canalisation d'écoulement dont la fermeture est assurée par une vanne-martellière. Toutefois, il a été constaté que l'orifice d'écoulement entre ces deux bassins était ouvert (vanne relevée), ce qui ne permet pas d'assurer le confinement des eaux qui s'y rejettent. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9.4.1.V de l'arrêté préfectoral 12/09/2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à maintenir l'orifice d'écoulement du bassin étanche de confinement en position fermée par défaut.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 0 Jours


N° 10 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs d'exploitation
Prescription contrôlée : [...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.
Constats : L'interdiction d'apporter du feu est affichée au niveau des locaux abritant les DDS, les huiles minérales, les DEEE, mais pas au niveau des quais de déchargement des bennes de déchets combustibles (bois, carton, incinérables,..) ni à proximité de la plateforme de dépôt des déchets verts. Ce constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 9.5.2. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afficher l'interdiction de fumer et d'apporter du feu à proximité des bennes de déchets combustibles et de la plateforme des déchets verts, sous 1 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 11 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 9.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté;- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 9.4.1. ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'affichage de consignes d'exploitation dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Toutefois, il a été constaté l'absence d'affichage des consignes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 9.4.1. ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 9.5.4. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afficher les consignes manquantes dans les lieux fréquentés par le personnel, sous 1 mois.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 Mois</p>


N° 12 : Détection et extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Il a été constaté que chaque local était équipé d'un détecteur de fumée, et que les locaux de stockage des DDS et le bureau d'accueil étaient équipés d'un système d'alarme incendie (SSI) à déclenchement manuel. Ces dispositifs sont localisés sur le plan d'évacuation du site. Toutefois, il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none">- les détecteurs de fumée présents ne sont pas listés sur le registre de sécurité;- absence de consigne de maintenance des détecteurs de fumée;- absence de compte rendu de vérification de maintenance et de test des détecteurs de fumée;- la dernière vérification du SSI a été réalisée en janvier 2024, soit il y a plus d'un an. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dresser la liste des détecteurs de fumée du site sur le registre de sécurité, rédiger des consignes pour leur maintenance et réaliser leur vérification périodique annuelle, sous 1 mois. Transmettre ensuite le compte rendu de vérification des détecteurs de fumée et du SSI sous 2 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois


N° 13 : Information et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-II
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
Constats : Un plan d'évacuation du site est affiché ainsi que des consignes des conduites à tenir en cas d'incendie. Le gardien déclare qu'il a été formé au risque incendie et à la manipulation des extincteurs. Toutefois, il n'a pas été en mesure de le justifier par une attestation de formation. Ce dernier constat constitue un fait non conforme aux dispositions de l'article 22-II de l'arrêté ministériel du 26/03/2012 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre une attestation de formation des gardiens de la déchetterie à la manipulation des extincteurs, sous 1 mois.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 Mois

N° 14 : Réception des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Autre du 12/09/2018, article 3.2.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement par les déposants sur les aires, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes aires, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures au public.
Constats : Il a été constaté que l'affectation des différentes aires de dépôt, locaux et bennes destinés à l'entreposage des déchets était clairement indiquée par des affichages appropriés. Toutefois il a été fait les constats suivants: <ul style="list-style-type: none">- présence d'un dépôt de palettes en bois entreposé directement sur le sol au niveau de la plateforme supérieure, entre les locaux de stockage des déchets amiantés et le container des pneus, soit en dehors des bennes dédiées (bennes n°6 et 7), et l'une de ces deux bennes de bois était complètement remplie (n°7);- une erreur de tri: présence d'une plaque électrique de cuisson dans la benne des métaux;- le panneau affiché pour la benne n°1 l'affecte pour des déchets non-incinérables (miroirs, papier goudronné, revêtements de sol, isolants), ce qui ne correspond pas à l'affectation pour les métaux prévue sur le plan affiché à l'entrée du site;- une benne de dépôt de déchets de plâtre est mis à disposition des usagers sur la zone de service, qui doit être interdite au public. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 3.2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 12/09/2018 susvisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le plan des dépôts par rapport aux indications affichées sur les quais et évacuer les palettes de bois déposées hors des bennes dédiées, sous 1 mois. L'exploitant veillera à adapter la fréquence d'enlèvement des bennes à leur taux de remplissage afin d'éviter d'entreposer des déchets en-dehors des bennes dédiées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 15 : Réception des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2018, article 3.2.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public.</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par les gardiens de la déchetterie, qui les entreposent dans un local dédié à leur stockage dans des réceptacles en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets, selon le tableau affiché dans le local des DDS.</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux comportent un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Seuls les locaux abritant les huiles, les lampes, les cartouches d'encre, les déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles sont ouverts au public, le local abritant les DDS est fermé et interdit au public.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 16 : Stockage des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-1
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositifs de prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [..]
Constats : Le gardien déclare qu'il a pour consigne de demander aux usagers d'ôter toutes les piles ou batteries des appareils électriques avant de les déposer, et de les mettre dans des contenants spécifiques disposés dans le local des flux spécifiques ouvert séparé du local d'entreposage des DEEE.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 3 Localisation des risques



Danger sans précision

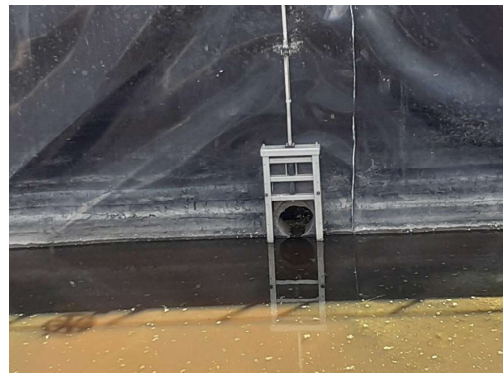


Plan général des stockages

N° 9 Confinement interne



Bassin de confinement interne

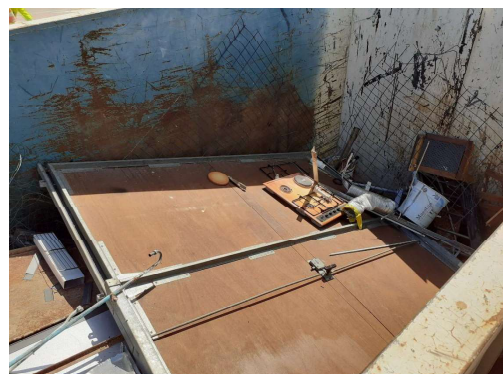


Orifice d'écoulement du bassin de confinement maintenue ouvert

N° 14 Réception des déchets non dangereux



Dépôt de palettes hors benne dédiée au bois remplie.jpg



Erreur de tri plaque électriques dans benne métaux.jpg

